



3 Grand'Rue  
86320 PERSAC

Téléphone : 05 49 48 47 15  
Mail : contact@persac.fr

# ARRÊTÉ N°2026/01

## PORTANT TABLEAU ANNUEL D'AVANCEMENT DE GRADE

Le Maire de la commune de Persac,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique,  
Vu les statuts particuliers des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,  
Vu la situation des fonctionnaires territoriaux de la collectivité ou de l'établissement,  
Vu la délibération N° 20160906-02 en date du 9 juin 2016 portant détermination des ratios promus/promouvables après avis du Comité Social Territorial en date du 25 avril 2016,  
Vu l'arrêté n° 2021/48 en date du 2 juin 2021 établissant les Lignes Directrices de Gestion applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le tableau annuel d'avancement de grade au titre de l'année 2026 est établi comme suit :

-avancement au grade de **Adjoint Technique Principal 1<sup>ère</sup> Classe** :

N°	NOM et Prénom	Homme ou Femme	Grade actuel	(le cas échéant) Date de l'examen professionnel	Date d'effet de l'avancement
1	<b>DESERBAIS Frédéric</b>	...H...	<b>Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> Classe</b>	.../.../....	<b>01/01/2026</b>
2	.....	.....	.....	.../.../....	.../.../....
3	.....	.....	.....	.../.../....	.../.../....
4	.....	.....	.....	.../.../....	.../.../....

Part respective des femmes et des hommes (*mention obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021*)

Effectif considéré	Répartition	
	Hommes	Femmes
Effectif du grade d'origine	1	
Agents du grade d'origine « promouvables »	1	
Agents inscrits au présent tableau d'avancement	1	
Effectif du grade d'avancement	1	

**ARTICLE 2** : Le présent tableau d'avancement sera transmis au Centre de Gestion de la Vienne qui en assurera la publicité conformément aux dispositions de l'article L522.26 du Code Général de la Fonction Publique.

Fait à Persac, le 14 janvier 2026,

Le Maire,

Marc BOUQUET



L'autorité territoriale :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers ou par l'application Internet Télerecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

